L'ambassadeur américain en Haïti sur la COP21

De la montée du niveau des mers dans le monde entier à la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, en passant par le blanchissement des récifs coralliens au large de nombreuses côtes, les signes du changement climatique sont incontournables. La société mondiale se trouve à la croisée des chemins, et les décisions que nous prenons aujourd'hui affecteront le climat qui sera laissé à nos enfants et aux enfants de nos enfants.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'avenir. La prévention de la pollution de notre environnement présente de nombreux avantages immédiats : un air plus pur, une énergie moins chère et de nouveaux secteurs porteurs de croissance.

Ce sont là les enjeux de la 21e Conférence des Parties (COP21) de Paris, à l'occasion de laquelle des représentants de près de 200 nations se réuniront du 30 novembre au 11 décembre pour négocier un accord global sur le climat pour l'après 2020. Maintenant plus que jamais, il existe une volonté politique et sociale d'action face à l'augmentation des températures planétaires et à ses répercussions sur l'ensemble de l'environnement. Plus de 160 pays responsables d'environ 90 % des émissions mondiales ont annoncé des objectifs climatiques avant la conférence. Il s'agit clairement d'un pas en avant et d'une rupture avec le passé. À titre de comparaison, seulement environ 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) étaient prises en compte dans le cadre du Protocole de Kyoto en 1997.

Les États-Unis sont en train de prendre des mesures décisives en matière de changement climatique au niveau national, et nous travaillons avec des nations partenaires dans le même objectif. Depuis la prise de

fonction du Président Obama, les États-Unis ont réduit leurs émissions de gaz carbonique, triplé la production d'énergie éolienne nationale et multiplié par vingt celle d'énergie solaire. Grâce aux strictes normes que nous avons mises en place, nos voitures consomment moins d'essence, notre consommation d'énergie est plus efficace, et une quantité jusqu'ici inégalée de terres et de ressources en eau est préservée pour les générations futures. Simultanément, l'économie américaine est en pleine croissance, preuve que la croissance n'est pas inextricablement liée à la production de gaz carbonique.

Le Plan d'action pour l'énergie propre réduira les émissions du secteur énergétique Américain – qui représentent un tiers des émissions de gaz carbonique du pays – de 32 % à l'horizon 2030, et permettra d'économiser plus de 50 milliards de dollars de coûts liés au climat et à la santé.

Alors que des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil s'engagent maintenant à réduire leurs émissions, il est tout à fait possible de mettre en place un programme de transformation. À Paris, les États-Unis plaideront en faveur d'un accord efficace visant à la poursuite de la prise de mesures ambitieuses en matière de climat dans tous les pays, dans le respect des différences entre eux. Il devrait s'agir d'un cadre à long terme, prévoyant des normes strictes en matière de transparence et de responsabilisation, qui appelle les nations à adopter graduellement des objectifs plus ambitieux. Il doit également permettre aux pays le nécessitant de bénéficier d'assistance financière et technique pour favoriser le développement à faible émission de gaz carbonique et l'adaptation au changement climatique.

Les villes, les entreprises et les particuliers jouent tous un rôle crucial pour ce qui est de passer du stade des politiques climatiques à l'action. Michael Bloomberg, ancien maire de New York, a pris la tête

de l’initiative C40 qui rassemble des mégapoles en faveur de la prise de mesures proactives pour faire face au changement climatique. Plus de 80 entreprises, dont Alcoa, Coca-Cola et Wal-Mart, ont signé l’American Business Act on Climate Pledge, et se sont engagées, entre autres, à investir dans les énergies renouvelables et à réduire leurs déchets. Les particuliers font des choix chaque jour, depuis les tasses utilisées pour leur café jusqu’au moyen de transport pour aller au travail, qui ont un impact cumulatif considérable.

Haïti, en tant que Petit Etat Insulaire en Développement (PIED), est exposée à différents phénomènes liés au climat. Les variations au niveau du régime pluviométrique, l’augmentation de la température ambiante, les périodes prolongées de sécheresse constituent parmi tant d’autres des signaux climatiques observés à travers le pays. Les scénarios établis en Haïti montrent d'ici à 2030 un accroissement de la température (de 0.8 à 1 degré C), une diminution de la pluviosité annuelle de 6 à 20%, un décalage de la saisonnalité des pluies et une augmentation du niveau moyen de la mer. En 2014, Haïti a été classée au quatrième rang mondial de vulnérabilité aux effets des changements climatiques. Au cours de la dernière décennie, le pays a souvent été victime des perturbations du climat qui se manifestent surtout par un changement du régime hydrique des bassins versants, l’augmentation des périodes de sécheresses et des pertes en vies humaines dues aux inondations provoquées par les tempêtes tropicales. Les coûts cumulés des impacts du dérèglement du climat sans prendre de mesures préventives sont estimés à 1,8 milliards USD et à 77 millions USD en prenant des mesures d’adaptation à l'horizon 2025.

En 2006, Haïti a élaboré son Plan d’Action National d’Adaptation (PANA) et a mis en place son Programme Pilote sur la Résilience Climatique (PPRC). Des efforts d’aménagement du territoire sont

également en cours pour diminuer la vulnérabilité du pays aux changements climatiques. Cependant, à cause d'un manque de financement et de la faiblesse des institutions publiques, les actions prioritaires identifiées dans le PANA ne peuvent pas toutes être mises en œuvre. En prélude au COP21, Haïti a élaboré sa « Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) dans laquelle elle s'engage à réduire de 31% ses émissions de GES, par rapport à un scénario tendanciel, d'ici à 2030, en même temps qu'elle continuerait à mettre en place des mesures d'adaptation qui lui permettraient d'améliorer sa résilience face aux catastrophes liées aux changements climatiques.

Le rassemblement à Paris de leaders et représentants de presque toutes les nations du monde nous offre l'occasion historique de conclure un accord global durable sur le climat. Nous avons la volonté politique et la mobilisation sociale nécessaires pour y parvenir, mais nous devons faire preuve d'unité et de pragmatisme pour aboutir à un accord. Pour des cieux plus bleus aujourd'hui et des lendemains plus sûrs, le moment est venu d'agir.